

*Les subsides*

**M. Brisco:** Donnez-nous le corollaire de cela.

**M. Riis:** En plus de ces sacrifices, nos travailleurs forestiers ont appris à devenir parmi les plus productifs au monde. Nous avons modernisé nos scieries. Les employés dans les usines et dans la forêt sont parmi les plus efficaces et les plus compétitifs du monde. Nous fournissons en ce moment 34 p. 100 environ des bois tendres vendus aux États-Unis.

Nos voisins, partisans de la libre entreprise, déclarent qu'ils ne peuvent plus soutenir la concurrence, parce que leurs scieries sont vieilles et leurs employés et procédés moins productifs. Puisqu'ils ne peuvent pas soutenir la concurrence, ils ont décidé d'en finir avec ce stupide libre-échange et d'imposer des droits compensateurs de 29.1 p. 100 sur les exportations canadiennes de bois tendres aux États-Unis. Selon les Américains, le libre-échange est acceptable tant qu'ils en profitent. Dès que l'on est capable de se mesurer à eux avec succès, ils refusent la concurrence.

Les députés d'en face croient-ils vraiment le président des États-Unis lorsqu'il dit qu'ils peuvent lui faire confiance, qu'il va résoudre la question? Récemment, nous avons eu connaissance d'une lettre du président des États-Unis au président du comité sénatorial des finances, M. Robert Packwood, dans laquelle il promet: «... de s'efforcer de trouver une solution rapide à ce problème...», c'est ainsi qu'il l'appelle, «... indépendamment des négociations commerciales». M. Reagan et son gouvernement vont résoudre le problème que constitue notre concurrence, indépendamment de ce qui se déroule actuellement.

Que va faire le gouvernement du Canada? Rien. Le secteur forestier c'est l'agneau pascal des négociations commerciales. C'est l'industrie que le gouvernement va jeter en pâture et ce sont les régions que le gouvernement abandonne, peut-être dans l'espoir de quelques gains dans le coeur industriel du pays. Le gouvernement a abandonné les régions forestières.

Si les entretiens bilatéraux sur les bois n'aboutissent pas, le président a promis de prendre des mesures unilatérales. Comment le ministre a-t-il réagi? En envoyant quelqu'un à la dernière minute aux États-Unis pour faire un peu de bonne publicité à l'industrie canadienne. Ce représentant pourra conclure des ententes, faire des concessions et accepter l'imposition de droits compensateurs parce que le président des États-Unis a bien précisé que lui et son gouvernement comptaient régler le problème de la concurrence canadienne sur le marché américain. La seule solution satisfaisante du point de vue des États-Unis serait que le gouvernement du Canada cède sur toute la ligne. Quand on regarde les ministériels, on constate que leurs pantalons sont usés à la corde parce qu'ils se sont traînés à genoux jusqu'à Washington tellement de fois. Bientôt, le port des genouillères sera obligatoire pour les députés conservateurs. Voilà comment le gouvernement négociera sur cette question. Si quelqu'un croit que notre industrie forestière se sortira de cette situation indemne, et je veux dire par là sans avoir à payer un prix énorme, il se trompe. Le président de l'Association canadienne de l'industrie du bois parlait l'autre jour d'une perte non pas de centaines ni même de milliers, mais bien de dizaines de milliers d'emplois dans toutes les régions du pays. A une époque où le taux de chômage dans l'industrie atteint de 25 à 35 p. 100, le mieux que nous puissions faire pendant cette période

de crise, à un moment où le gouvernement est en train de capituler et de tromper les Canadiens, c'est d'envoyer quelqu'un aux États-Unis.

• (1120)

Le ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew) a-t-il demandé l'avis des ministres provinciaux avant de prendre cette décision? Les ministres provinciaux ont-ils été consultés au sujet des concessions que nous devons inévitablement faire? Je vois que le ministre d'État a réussi à trouver assez d'argent pour charger cinq ou six personnes d'examiner la question du bois cette année. C'est tout ce que son budget lui permet de faire face à cette crise.

L'industrie elle-même a dépensé 10 millions de dollars l'année dernière pour essayer de trouver une solution au problème. De son côté, le ministre d'État chargé des Forêts, qui représente toutes les régions du Canada, a réussi à trouver assez d'argent pour recruter cinq ou six personnes. Nous affrontons un véritable géant aux États-Unis. Nous avons affaire à l'un des groupes de pression les plus habiles jamais formés aux États-Unis et, tout ce que notre ministre d'État chargé des Forêts a pu faire a été de nommer cinq ou six personnes et d'affecter, il faut bien le reconnaître, \$500,000 pour défendre notre point de vue. En même temps, il a réussi à trouver 4 millions de dollars pour faire de la publicité pour l'industrie forestière. L'autre jour, nous avons reçu des badges, des semences et ainsi de suite, dans le cadre de la campagne gouvernementale pour sensibiliser les Canadiens à l'importance de l'industrie forestière.

Je voudrais que le ministre d'État chargé des Forêts nous explique à quoi cela peut servir de sensibiliser les Canadiens à l'importance de l'industrie forestière si cette industrie est vouée à disparaître. Si l'on ne prend pas des mesures énergiques quelconques, le président Reagan coupera les vivres à l'industrie forestière du Canada. Le gouvernement du Canada prendra encore une fois la part du président des États-Unis et dira: «C'est sans doute le prix que nous devons payer pour les négociations sur la libéralisation du commerce».

J'ai bien hâte d'entendre ce qui se dira aujourd'hui. J'écouterai avec une attention particulière les députés de la Colombie-Britannique et des autres régions forestières du Canada. Je voudrais bien qu'ils nous disent ce qu'ils font à propos de l'imposition possible de droits compensateurs. Qu'ont-ils fait jusqu'ici à propos de la menace qui pèse sur l'industrie du bardeau fendu et du bardeau en bois? Cette question a déjà été renvoyée à l'ITC et l'on a déjà recommandé au président des États-Unis d'imposer les droits de douane prévus de 35 p. 100. Qu'est-ce que le ministre a fait à propos de ce problème qui coûtera des centaines d'emplois dans le sud de la Colombie-Britannique seulement?

Un député s'est levé l'autre jour pour faire une déclaration et, en une ligne, il a dit que M. Reagan devrait savoir ce que cela ferait à la situation de l'emploi en Colombie-Britannique. C'est inadmissible. Le gouvernement a le devoir de défendre la principale industrie du Canada, en l'occurrence notre industrie forestière. Pourtant, tout ce que nous avons vu jusqu'ici indique que le premier ministre (M. Mulroney) a cru naïvement le président des États-Unis quand celui-ci disait: «Écoutez, je vais faire un marché avec les sénateurs du comité des finances. Je veux accélérer les négociations commerciales. Pour cela, je dois donner